

B. — Manipulation des appareils contenant ou dégageant des substances radioactives ou qui sont le siège d'un rayonnement ionisant.

Travaux sur toitures, marquises, façades, installations industrielles, échafaudages effectués à une hauteur supérieure à six mètres;

Conduite sur route enneigée;

Déplacement de matériel lourd (exemple : gros vibreurs) nécessitant l'utilisation de moyens mécaniques de levage;

Travaux sur scies à ruban, toupies, raboteuses et dégauchisseuses;

Travaux d'affûtage;

Travaux de plomberie et de polissage;

Conduite de fours et incinérateurs à ordures ménagères;

Travaux sur machine-outil à caractère dangereux (cisaille guillotine, laminoir, machine à cintrer);

Travaux de sablage;

Soufflage et réparation d'appareils et de parties d'appareils utilisés dans la technique sous vide et généralement tapissés de films mercuriels;

Travaux exposant de façon habituelle à l'action intensive des sons et vibrations, à titre indicatif:

Travaux de soufflerie;

Conduite des compresseurs;

Travaux exposant à l'action intense des sons et à celle des ultrasons;

Travaux de découpage, de soudage, de brassage et de soudure à l'arc, utilisation du chalumeau oxyacétylénique ou oxypropane;

Travaux exposant de façon habituelle à l'action intensive des rayonnements ultraviolets ou infrarouges, à titre indicatif:

Travaux exposant aux radiations dangereuses;

Radiographie;

Travaux contraignant l'organisme à supporter de brusques et fortes variations de température;

Travaux permanents en sous-sol;

Travaux permanents en chambre noire;

Travaux de peinture ou de vernissage au pistolet;

Travaux avec solvants (tétrachlorure de carbone, trichloréthylène);

Manipulation de produits nitrés (nitroglycérine, nitrocellulose, coton poudre et explosifs nitrés jusqu'au fruitage de ces produits).

L'indemnité spécifique est servie à raison d'un demi-taux de base par demi-journée de travail effectif.

II. — Travaux présentant des risques d'intoxication ou de contamination donnant droit à une indemnité de 2^e catégorie.

A. — Travaux de microbillage (absorption par voies respiratoires de microbilles de verre de quelques microns);

Travaux sur le mercure et ses composés, travaux d'entretien et de nettoyage dans les salles d'analyse de gaz contenant de nombreux appareillages à mercure;

Manipulation d'acide cyanhydrique et de cyanures (cyanure de potassium);

Manipulation d'acides chlorhydrique, sulfurique, nitrique, fluorhydrique.

L'indemnité spécifique est servie à raison d'un taux de base par demi-journée de travail effectif.

B. — Soins donnés aux animaux de laboratoire (animaleries).

Manipulation de chlore, produits organiques chlorés et bromés, y compris le phosgène;

Travaux sur massicots et presses rotatives;

Manipulation de produits dégageant des vapeurs acides;

Pulvérisation sous pont élévateur;

Manipulation d'anhidride sulfureux, d'ammoniac, de formol, d'acétaldéhyde, de chlorhydrate sulfuré et de tous les produits fumeux autres que ceux qui sont énumérés en 1^{re} catégorie (I-B);

Manipulation d'alcools et de solvants organiques légers dégageant des vapeurs toxiques;

Travaux en sous-sol (magasinières, machinistes);

Manipulation de produits suffocants et vésicants;

Travaux de dégorgement sanitaire;

Manipulation de bioxyde d'azote liquide ou gazeux;

Manipulations microbiologiques présentant un risque de contamination;

Usinage par électroérosion (vapeurs de pétrole);

Travaux exposant aux vapeurs de béryllium;

Utilisation du plomb, de ses alliages et de ses composés (minium de plomb, plomb tétraéthyle);

Manipulation à base d'arsenic et ses composés;

Manipulation de produits basiques;

Manipulation à base de benzène et de ses homologues;

Utilisation d'acétone, de tétrachloréthane en pâte ou à l'état liquide;

Manipulation et usinage de thorium, oxyde de béryllium, thélium;

Manipulation de sels de béryllium et de fluor;

Travaux photographiques en chambre noire;

Vidange, nettoyage et recharge des accumulateurs électriques;

Travaux de liquéfaction et manipulation d'hydrogène, d'oxygène, d'ozone et d'azote à l'état liquide ou solide.

L'indemnité spécifique est servie à raison d'un demi-taux de base par demi-journée de travail effectif.

III. — Travaux incommodes ou salissants donnant droit à une indemnité de 3^e catégorie.

Utilisation de fours à monocristaux;

Travaux sur machines offset;

Travaux de meulage et sciage;

Conduite de machines de reproduction de documents;

Travaux de dépoussiérage occasionnels ou particulièrement incommodes;

Graissage et réparation de moteurs de véhicules;

Préparation de matières colorantes;

Travaux d'épuration de bac à graisse;

Plonge et dégraissage de filtre.

L'indemnité spécifique est servie à raison d'un demi-taux de base par demi-journée de travail effectif.

Art. 2. — Les dispositions précédentes ne sont pas applicables au personnel chercheur.

Art. 3. — L'arrêté du 21 août 1969 relatif aux conditions d'attribution de certaines indemnités susceptibles d'être accordées à divers personnels relevant du ministère de l'éducation nationale et liste des travaux y ouvrant droit est abrogé.

Art. 4. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française et prendra effet à compter du 1^{er} janvier 1975.

Fait à Paris, le 11 août 1975.

Le ministre de l'éducation,

Pour le ministre et par délégation:

Le directeur des affaires budgétaires et financières,
ALAIN BLANCHARD.

Le ministre de l'économie et des finances,

Pour le ministre et par délégation:

Le directeur du budget,

Par empêchement du directeur du budget:

Le sous-directeur,
ROBERT LESCURE.

Le secrétaire d'Etat aux universités,

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation:

Le directeur des affaires générales et financières,
JEAN-CLAUDE SALOMON.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

Aménagement et fonctionnement des établissements spécialisés dans le toilettage, le transit et la vente des chiens et des chats.

Le ministre de l'agriculture,

Vu le code rural;

Vu la loi modifiée du 19 décembre 1917 relative aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes;

Vu la loi n° 71-1017 du 22 décembre 1971 tendant à la protection des jeunes animaux et à la défense de leurs acheteurs;

Vu le décret n° 64-303 du 1^{er} avril 1964 relatif aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes;

Vu le décret n° 75-282 du 21 avril 1975 portant application de la loi n° 71-1017 du 22 décembre 1971;

Vu l'arrêté ministériel du 2 juin 1975 relatif à l'aménagement et au fonctionnement des établissements spécialisés dans le toilettage, le transit et la vente des chiens et des chats,

Arrête:

Art. 1^{er}. — Les établissements de soins vétérinaires sont supprimés des listes des établissements spécialisés dans le transit des chiens et des chats visés aux articles 1^{er}, 3 et 6 de l'arrêté ministériel du 2 juin 1975 susvisé.

Art. 2. — Le délai prévu par l'article 2 de l'arrêté ministériel du 2 juin 1975 pour la déclaration des établissements visés par l'article 4 de la loi n° 71-1017 du 22 décembre 1971 est prorogé de trois mois.

Art. 3. — Le directeur des services vétérinaires et les préfets sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 26 août 1975.

Pour le ministre et par délégation:

Le directeur du cabinet,
GABRIEL VUGHT.

Institut national de la recherche agronomique.

Par arrêté du ministre de l'agriculture en date du 4 août 1975, M. Jolivet (Gilbert), directeur de recherches du cadre scientifique de l'institut national de la recherche agronomique, a été chargé des fonctions d'inspecteur général de la recherche agronomique chargé des recherches vétérinaires, pour une durée d'un an à compter du 25 juillet 1975, en remplacement de M. Mornet (Paul).